

# LA VOIX DU PEUPLE

## JOURNAL POLITIQUE

BUREAUX : rue CROIX-DES-PETITS-CHAMPS, 33.

PRIX DE L'ABONNEMENT : Un franc par mois.

Paris, le 6 août 1848

Des jours de deuil ont passé sur la France. Une funèbre clarté marquera leur passage dans les feuillets de notre histoire; et quand, recueillie dans sa douleur profonde, assise au pied de ses monuments mutilés, la patrie essuie en silence ses sanglantes blessures, si *la Voix du Peuple* s'élève du sein de ces grands désastres, ce n'est pas pour en perpétuer le douloureux souvenir, ni provoquer, par des récriminations calomnieuses, de tristes représailles.

Si *la Voix du Peuple* cherche à se faire entendre, c'est pour appeler tous les citoyens, grands et petits, riches et pauvres, à l'amour de la patrie et de l'humanité.

Jamais *la Voix du Peuple* n'a voulu et ne voudra connaître que la vérité; jamais, pour piquer la curiosité des alarmistes, ou fouetter les passions des esprits turbulents et brouillons, elle n'aura recours au mensonge.

Et c'est là ce que vous faites, apôtres intéressés du désordre, qui guettez le scandale pour le servir à vos lecteurs et entretenir dans leur esprit la défiance qui arrête le commerce et livre l'ouvrier en proie à l'oisiveté.

Si le peuple, — ce peuple qui ne demande qu'au travail le pain de chaque jour, — avait été moins souvent trompé par des promesses impossibles à réaliser; si, pour augmenter ses déceptions et le faire tomber dans le désespoir, on ne lui avait pas menti sous toutes les formes et dans toutes les langues, le sang n'aurait pas coulé dans les rues de la ville qui la première avait écrit sur sa bannière ce mot de *fraternité* dont la plus petite application serait la plus glorieuse conquête de notre République au profit de l'humanité toute entière.

Quant à nous qui n'achèterons jamais la publicité au prix d'un mensonge, nous qui voulons, du plus profond du cœur, le bien-être pour tous, pour tous la même place au soleil et pour tous la même justice, nous tâcherons de parler au peuple le langage du peuple. Et si malgré nos efforts notre voix n'arrive pas jusqu'à lui, si d'autres, non pas mieux intentionnés, mais plus heureux, prennent dans la presse populaire et conciliatrice la place que nous aurions voulu y prendre nous-mêmes, comme ce républicain d'un autre âge, nous remercions le ciel d'avoir donné à notre pays des citoyens qui valent mieux que nous.

Lorsque *la Voix du Peuple* cherche de nouveau à s'élever, son premier cri ne peut être qu'un cri de miséricorde, de pardon.

Quel cri serait plus conséquent avec l'esprit qui le dicte; qu'est-ce que le peuple, si ce n'est ce composé de souffrances, de résignation, de courage et de magnanimité, auquel on ne peut reprocher que son excès de bonne foi, de naïveté pour ainsi dire, qui en ont toujours fait jusqu'ici la victime en même temps que l'instrument des ambitieux?

Quel malheur de penser qu'il ne s'est rencontré presque jamais une ambition noble, grande, qui voulût faire tourner au profit du peuple toute cette force qu'il contient, tout cet esprit si franc qui l'anime. Toujours exploité mais jamais exploiteur, il aime encore mieux se glorifier de sa trop naïve bonne foi que de donner à croire qu'il emploiera jamais sa force, en se donnant pour but l'oppression, la misère de ceux qui, jusqu'à présent, semblent l'avoir condamné éternellement à ces mêmes peines.

Non, le peuple est fort, mais il est essentiellement bon; cette nature primitive qu'il a su garder malgré les efforts tentés pour la fausser, il en a fait son trésor le plus cher; on pourra lui ôter l'existence, mais la honte, la générosité, jamais!!!

Gouvernants, laissez donc votre cœur s'ouvrir aux douces impressions, aux impressions fraternelles; écoutez donc cette grande voix du peuple, si oublieuse de ses misères, et qui songe encore, dans sa mensuétude, à ceux qui les ont aggravées. Avant de prononcer votre arrêt suprême, sur tous ces ennemis vaincus et maintenant prisonniers; laissez à votre tour tomber sur eux un regard de pardon; sachez distinguer dans cette foule captive et les véritables ennemis de la société et les malheureux égarés! et les fauteurs d'anarchie et leurs malheureuses victimes. On ne saurait passer un examen trop sévère de toutes les causes si diverses qui ont dû amener au pied de votre tribunal tant de prévenus.

Nous avons trop bonne opinion de notre pays pour croire un seul instant que les ennemis de l'ordre, de la société, aient pu s'y recruter à ce point, sans cacher à ses adeptes, la honte, la bassesse de son but, et en leur avouant franchement qu'ils les envoyaient combattre contre ce que de tout temps ils avaient respecté.

Miséricorde et pardon à tous ces malheureux dont de fallacieux raisonnements ont pu troubler la raison, obscurcir le bon sens au point de les armer contre des frères, eux dont la fraternité seule peut adoucir les maux et les soutenir dans cette rude épreuve qu'on appelle la vie.

Miséricorde et pardon, car s'il y a beaucoup de coupables, il y a aussi des innocents, et la patrie, la France est trop bonne mère pour vouloir infliger à des enfants égarés le même châtiment qui doit atteindre le vrai coupable seul.

### Nouvelles d'Italie

Les dernières nouvelles de l'Italie, reçues aujourd'hui par voie extraordinaire, sont alarmantes. Le roi Charles-Albert, forcé d'abandonner la ligne de l'O-

glio, a transporté son quartier général à Lodogno. Brescia prépare une défense désespérée. Cependant les derniers revers n'ont point abattu le courage des patriotes italiens. Tous préparent une résistance énergique, disposés à s'ensevelir sous les ruines des places qu'ils ont conservées ou à combattre à outrances l'ennemi en rase campagne, ils communiquent leur courageux élan aux populations qui courent aux armes. De tous côtés ils espèrent, ils attendent des nouvelles favorables de la France.

Un italien qui reçoit chaque jour des lettres du théâtre de la guerre, disait aujourd'hui: « Si le gouvernement français n'intervient pas, nous sommes perdus. »

### Chronique politique

Le général de division Maguan, qui commande deux brigades qui font partie du camp de Saint-Maur, a reçu l'ordre de se diriger en toute hâte sur la ville de Bourg en Bresse, dans le département de l'Ain, pour occuper militairement cette ville et tous les points de la frontière qui l'avoisinent. Le chemin de fer du centre avait mis un convoi spécial à la disposition de l'autorité militaire. Il est parti par ce convoi 1,500 hommes.

Demain et les jours suivants, des détachements de la même force partiront par cette voie jusqu'au départ complet de toutes les troupes qui campent à Saint-Maur. D'autres troupes viendront occuper cette position.

Le public qui d'ordinaire remplit de ses bourdonnements la salle des Pas-Perdus, est aujourd'hui plus nombreux qu'à l'ordinaire. Des conversations sont engagées sur tous les points. On s'y entretient généralement des affaires d'Italie, qui sont fort graves. Le principe de l'intervention y est discuté avec feu, et nous devons dire qu'il rencontre beaucoup de partisans.

Charles-Albert a, dit-on, été obligé de faire une nouvelle retraite et de se retirer derrière l'Adda. Une conférence aurait été tenue entre le président du conseil et les envoyés de Charles-Albert, et si nous en croyons les affirmations qui s'échappent de chaque bouche, l'intervention française serait décidée.

L'autorité est sur la trace d'un mouvement très-actif de réorganisation des sociétés secrètes tant à Paris que dans les départements. On parle d'une correspondance suivie à ce sujet entre le ministre de la justice et les procureurs généraux de la République.

Sur un mandat décerné par le président du conseil des ministres, un commissaire de police a saisi aujourd'hui la *Gazette de France* à la poste et dans ses bureaux; cinq articles publiés dans divers numéros ont, dit-on, motivé cette mesure de rigueur.

On a dit à l'Assemblée que M. de Genoude avait été arrêté. Nous sommes en mesure d'affirmer que cette nouvelle est dénuée de tout fondement.



Un premier détachement d'insurgés faisant partie de la catégorie des transportés, est attendu à tout moment au Havre, où il devait arriver l'avant dernière nuit. Des dispositions avaient été prises en conséquence, et l'autorité militaire, pour donner à la sécurité publique toutes les garanties exigées par la présence dans nos murs d'un nombre considérable de détenus, a fait des démarches afin de s'assurer le concours de la garde nationale. Les insurgés seront embarqués à bord de la frégate à vapeur l'*Ulloa*.

Le conseil des ministres s'était réuni une première fois pour examiner la demande d'intervention faite par M. Guerrieri, au nom du gouvernement provisoire de la Lombardie; mais, comme cette demande était isolée et n'avait pas été faite en même temps par le roi Charles-Albert, elle avait été provisoirement repoussée. A peine cette décision avait-elle été signifiée à M. Guerrieri que M. Ricci, membre de l'ancien cabinet sarde, est arrivé à Paris, demandant à son tour l'intervention française, au nom de Charles-Albert.

L'intervention a été décidée en principe, mais comme la demande faite séparément par les deux envoyés italiens ne s'accorde pas sur les moyens d'exécution, on a dû délibérer sur la manière dont cette mesure aurait lieu. Milan voudrait l'entrée directe d'un corps d'armée française en Italie. Le roi de Piémont désire qu'on évite de faire passer les troupes françaises en Savoie et dans le Piémont, dans la crainte qu'il n'en résulte un mouvement révolutionnaire dans ses Etats.

On assure que le gouvernement vient de donner des ordres à plusieurs régiments de se rendre à Toulon où ils seraient embarqués pour les côtes d'Italie. Mais comme on s'attend à apprendre le résultat d'une grande bataille qui doit être livrée sur les bords du Mincio entre les Piémontais et les Autrichiens, de nouvelles troupes sont dirigées sur Grenoble pour entrer en Savoie dans le cas où les Piémontais seraient vaincus dans cette rencontre décisive.

P. S. Une dépêche télégraphique a été expédiée ce matin à M. le général Oudinot, et un courrier a dû partir cette nuit pour lui porter de nouvelles instructions.

## NOUVELLES DE L'ÉTRANGER

### Italie

Un nouvel envoyé de Lombardie, M. Trizulzi, est arrivé ce matin à Paris avec mission de hâter l'intervention française en Italie. Si la France n'intervient pas immédiatement, l'Italie est perdue.

Les villes de Lombardie, surtout Milan et Brescia, préparent une vigoureuse résistance.

Les Autrichiens commettent des ravages et des cruautés inouïs. A Villafranca, ayant trouvé l'hôpital rempli de blessés italiens, ils y ont mis le feu après l'avoir cerné. Tout le monde a péri.

L'Allemagne tout entière combat sous les drapeaux autrichiens, qui comptent 20,000 Bavares et 10,000 Saxons. Les 2,000 prisonniers faits dernièrement par l'armée piémontaise sont tous des Bavares.

Une sortie de Crémone des troupes italiennes a repoussé avec succès un régiment de cavalerie hongroise.

Toutes nos correspondances de Milan et de Turin coïncident à peu près dans l'exposé des lettres que nous publions plus bas. L'armée de Charles-Albert ne garde plus que la ligne de l'Oglio; mais il est très probable que, sans l'intervention française ou un succès inespéré, elle devra se retirer derrière l'Adda; la résistance sera désespérée sur ce point et décisive pour le sort de l'Italie.

L'ambassadeur anglais est parti pour le camp de Charles-Albert. On parle de donner la dictature militaire au général Zucchi.

MILAN, 30 juillet. (Correspondance particulière.)

Le quartier-général de l'armée s'est transporté à Crémone sur le Pô, avec une partie de l'armée. Le roi veut garder Plaisance, de peur que l'ennemi, le tournant par le Pô, n'entre par le Piémont; la Lombardie reste ainsi plus exposée. A Milan, on travaille maintenant avec une activité extraordinaire: on met la ville en bon état de défense; on élève des forts détachés à de petites distances. L'Adda étant la ligne la plus susceptible de défense, on fait des terre-pleins, des digues, des remparts. On a jeté une forte garnison dans Pizzighitona; toute la garde nationale capable de porter les armes est acheminée vers l'Adda.

On a aussi ouvert les bouches de ce fleuve à Lecco; de sorte que les eaux grossies outre mesure rendront le gué impossible. Le bruit a couru que Pepé était sorti de Venise avec 12,000 hommes et s'était emparé de Mestre, Padoue et Vicence, et que de là il devait donner la main à l'armée de Charles-Albert. Milan est tranquille; la terreur qu'avaient répandue les

premières nouvelles est passée. On travaille activement à faire des cartouches, à habiller et armer les partisans. Les bruits les plus alarmants ont couru sur le compte de Brescia; on disait que faute de troupes, cette ville allait ouvrir ses portes. On y a envoyé environ 4,000 hommes.

La diligence arrivée hier au soir de Brescia porte que la route est libre jusqu'à Desenzano.

Peschiera est bien défendue et bien approvisionnée; mais l'armée en général a perdu confiance en ses chefs.

### Irlande.

D'après les correspondances de Dublin, 1<sup>er</sup> août, M. Smith O'Brien se trouverait dans les mines de Kille-naule, où il aurait établi un quartier général. Il aurait avec lui un noyau de 4,000 Irlandais environ bien armés. Tout le district est entouré de troupes.

Lord Hardinge est arrivé à Dublin.

Il arrive toujours à Dublin des nouvelles inquiétantes des différents districts du midi, notamment de Thurles, de Waterford et de Tipperary.

M. Meagher, dit-on, est encore du côté de Carric.

Des meetings chartistes ont toujours lieu à Londres.

## DERNIÈRES NOUVELLES

— On écrit de Livourne, le 29: « A Gènes, le peuple insiste pour le départ en masse de la garde civique, du peuple et des prêtres pour le camp. Les soldats de Modène, dans la chaleur de la lutte, ont tiré contre le régiment savoisien. Le général Sambone, piémontais, a tué d'un coup de pistolet le colonel de Modène; mais il a été tué ensuite. Toute la garde civique de Milan a été mobilisée. »

— On dit que le duc de Gènes a battu un corps considérable de hulans à Caneto.

— On écrit de Brescia que la confiance est rentrée dans tous les esprits. La colonne Antonini et Garibaldi, avec la garde nationale de Milan, sont partis au nombre de 6,000 hommes pour défendre Brescia.

— La *Patria* du 29 soutient que la délivrance de l'Italie est une tâche trop grande pour pouvoir être accomplie pour le Piémont seul et en très peu de temps. Il manque encore au camp lombard 40,000 hommes que les Etats italiens doivent faire attendre le moins possible.

— Une lettre de Venise, du 27 juillet, annonce que les Autrichiens seraient en marche pour se procurer trois bateaux à vapeur anglais afin de les armer en guerre et d'offrir le combat à l'escadre italienne à Trieste.

— On dit que les escadres anglaises et françaises ont ensemble signifié au commandant napolitain de la citadelle de Messine. Pronio, qu'il ait à évacuer immédiatement le fort. Le fort est, dès ce moment, au pouvoir des troupes siciliennes.

— Le quartier général du roi Charles-Albert était le 30 au soir à Crémone où toutes les forces vont se concentrer. L'ordre se rétablit dans les colonnes. Les troupes qui étaient divisées se remettent en ordre: on pourvoit à la sûreté du parc et à la défense du pays.

## Nouvelles diverses

— Hier a eu lieu l'inauguration de l'hôtel de la présidence. Dès neuf heures, les salons étaient encombrés. Tous les rangs y étaient représentés: magistrats, littérateurs, artistes, journalistes, y coudoyaient les plus jolies femmes de Paris. Nous ne parlons des représentants que pour mémoire et pour employer une expression un peu bien vieille, nous dirons qu'il y en avait comme s'il en pleuvait.

Malgré la gravité de la séance et l'émotion qu'elle avait répandue parmi les représentants, la fête a été animée.

Cinquante invités étaient réunis autour de la table du président de l'Assemblée. M. Marrast en occupait le centre, ayant en face de lui le général Cavaignac. Voici les noms de quelques-uns des convives: MM. d'Argout, Dolfus, Thierry, Dupin aîné, Debelleyne, Berryer, Perrée, Recurt, Trélat, Sénard, Duvergier, Hingray et Quinet.

Le repas s'est prolongé jusqu'à neuf heures et demie. M. A. Marrast a quitté la salle du festin pour procéder aux réceptions.

L'heure du concert est arrivée. Les chœurs du Conservatoire, Alizard, Poultier, Mmes Dameron et Grimm en ont fait les frais. Alizard a admirablement chanté l'air d'*OEdipe*, et Poultier, que la chaleur incommodait, a cependant remporté un facile succès. Mmes Grimm et Dameron ont enlevé tous les suffrages.

Quatre mille invités ont essayé de circuler jusqu'à minuit dans les salons magnifiques, derniers rayons

du siècle de Louis XV, mais ils n'y sont parvenus que lorsque la chaleur y avait fait une large trouée.

Mme la présidente s'est retirée après avoir fait d'une manière charmante les honneurs de ses nouveaux appartements.

Les nouveaux décorés de l'armée et de la garde mobile assistaient également à cette fête.

— On annonce de nouveau que la situation du général Bedeau présente une extrême gravité. L'absorption suppurative a fait de grands progrès et donne de sérieuses inquiétudes aux hommes de l'art.

— Une explication assez vive a eu lieu aujourd'hui entre M. de Lamartine et M. le général Changarnier, au sujet de l'article du *Bien public* qui, en rendant compte de la séance d'hier, avait dit que le général avait reçu deux démentis à la tribune.

MM. les généraux d'Hilliers et Subervie pour M. de Lamartine, et MM. de Mortemart et Guichard pour M. Changarnier, se sont abouchés à l'effet d'aplanir cette discussion.

Une déclaration est intervenue, qui, en dégagant M. de Lamartine de la solidarité de l'article du *Bien public*, réserve l'indépendance d'appréciation des deux honorables représentants sur la journée du 16 avril.

— Près de quatre cents dossiers ont été soumis, dans les séances d'hier et d'aujourd'hui, aux huit commissions militaires. Les inculpés sur le sort desquels il a été statué ont été arrêtés pendant l'insurrection, soit dans le faubourg du Temple, soit dans le faubourg Saint-Antoine. L'affaire la plus grave est relative aux barricades de la barrière du Combat et de celle dite de la Boyauderie. Mais on ne trouve parmi les accusés aucun nom connu; cependant plusieurs officiers et sous-officiers de la garde nationale font partie de ces deux bandes.

Comme à l'ordinaire, le nombre des mises en liberté excède celui des individus qui doivent être transportés ou jugés par les conseils de guerre. La première catégorie comprend neuf cents personnes relaxées; la seconde, celle des transportées, s'élève à sept cent quatre-vingts individus livrés à la justice militaire comme chefs ou instigateurs de l'insurrection, ou comme ayant fabriqué et fourni des munitions de guerre.

— L'inauguration de la belle fontaine de la place Saint-Sulpice a eu lieu ce matin, en présence du préfet de la Seine, accompagné des membres de la commission municipale. Ce monument représente Bossuet, Fénelon, Fléchier, Massillon, de grandeur naturelle, en costumes d'évêques, assis dans l'attitude de la méditation. Les figures, la pose et les draperies sont exécutées avec un talent remarquable. L'eau s'échappe par quatre urnes, descend dans une première cuve, puis une seconde plus large, et retombe en nappes abondantes dans un vaste bassin circulaire. Quatre lions supportent des écussons aux armes de la ville de Paris. C'est l'œuvre de M. Visconti, et un des beaux monuments de Paris.

— Un duel a eu lieu hier matin entre MM. Paul de Musset et Arnould Frémy, à l'occasion d'un article publié par M. de Musset dans le *National*. M. de Musset a été blessé d'un coup d'épée dans l'avant-bras; la blessure n'offre pas de danger.

— Hier, vers cinq heures de l'après-midi, nous n'avons pu nous défendre d'un serrement de cœur en passant sur la place du Carrousel.

Au milieu d'un cercle étroit de curieux désœuvrés, nous avons vu un pauvre jeune homme qui jouait du piano. Comment cet instrument était-il descendu de la mansarde de l'artiste sur la place publique? Comment l'artiste lui-même, qui exécutait quelques morceaux de Beethoven, la tristesse sur le front et les yeux baissés, en était-il réduit à donner de pareils concerts?

Hélas! c'est ce que nous nous sommes demandés en soupirant, et c'est ce que nous prenons la liberté de demander à la commission chargée de secourir et d'encourager les arts et les artistes.

## Pensées d'un Homme du Peuple

Le médecin consulte le pouls de son malade avant de s'arrêter à ses cris: quand l'homme d'état suivra cet exemple à l'égard du peuple, la nation ne tardera pas à être régénérée.

Le laboureur, le soldat, le marchand, l'artisan, le magistrat, le moraliste, voilà les hommes vraiment utiles à la patrie; quand aux sectes parasites qui se nourrissent des faiblesses et des vices de l'humanité, moins il y en a, mieux cela vaut.

Le Directeur: DÉMONA.

Imprimerie de J. FREY, rue Croix-des-Petits-Champs, 33.